



PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

**DIRECTION RÉGIONALE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET
DU LOGEMENT DE NORMANDIE**

Unité Départementale Rouen-Dieppe

Equipe Carrières Déchets



**Arrêté du 19 JUIN 2017
mettant en demeure la communauté d'agglomération de la région dieppoise de se
conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la
protection de l'environnement**

La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6 et L. 171-8, R. 512-39-1 et suivants ;
- Vu le décret du Président de la République du 16 février 2017 portant nomination de la préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime, M^{me}. Fabienne BUCCIO ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 17-21 du 6 mars 2017 portant délégation à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu les différents arrêtés préfectoraux et notamment celui du 23 mars 2005 autorisant la Ville de Dieppe à poursuivre l'exploitation de l'Unité d'Incinération d'Ordures Ménagères (UIOM), située chemin de la Rivière sur le territoire de la commune de Rouxmesnil-Bouteilles (76370) ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 5 mai 2011 mettant en demeure, dans son article 1^{er}, l'exploitant d'évacuer ou faire dépolluer sous trois mois, le transformateur électrique contenant des polychlorobiphényles (PCB) alors présent sur le site de l'UIOM ;
- Vu le courrier de la communauté d'agglomération de la région dieppoise du 1^{er} avril 2011 notifiant la cessation d'activité de l'UIOM, au sens des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu le courrier de réponse de l'inspection des installations classées daté du 16 août 2011, précisant à la communauté d'agglomération de la région dieppoise les attendus des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement ;

- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 10 mai 2017 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- Vu le courriel de l'exploitant en date du 29 mars 2017 transmettant, quinze jours après la visite d'inspection du 14 mars 2017, certains éléments de réponse et un échéancier général de déconstruction de l'UIOM.

CONSIDERANT :

que lors de sa visite du 14 mars 2017 sur les terrains de la communauté d'agglomération de la région dieppoise sise à Rouxmesnil-Bouteilles, l'inspecteur de l'environnement a constaté un état de dégradation avancé du bâti extérieur de l'UIOM, ne répondant pas aux prescriptions de mise en sécurité définies à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;

que le site présente des risques vis-à-vis de l'environnement, notamment en cas de nouveau fort épisode venteux, de type bourrasque ou tempête, comme l'a démontré l'arrachement partiel de bardage métallique de la toiture du bâtiment en février 2017 ;

que lors de la visite du 14 mars 2017, l'inspecteur de l'environnement a mis en évidence que la limitation d'accès n'a pas été assurée depuis 2011 :

- des intrusions répétées de tiers ont eu lieu sur le site, signalées par les industriels voisins ;
- l'exploitant n'a fait procéder qu'en mars 2017 à la pose de nouveaux tronçons de clôture sur l'ensemble du périmètre ;
- sur le flanc du bâtiment, une porte non-fermée, enfoncée depuis une durée indéterminée, porte la mention « danger matières radioactives » et l'exploitant est incapable de préciser ce qu'elle contient ou ce qu'elle a contenu ;

que lors de cette visite du 14 mars 2017, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'évacuation des déchets et matières dangereuses prescrite à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, n'est pas effective :

- des déchets divers jonchent l'extérieur de l'UIOM (armatures d'acier, ordures ménagères encore présentes dans la fosse d'incinération, grappin métallique, morceaux de toitures effondrés, etc.) ;
- l'exploitant n'apporte pas les éléments de traçabilité de l'évacuation du transformateur au PCB qu'il déclare être intervenue la semaine précédente ;

que lors de cette visite du 14 mars 2017, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la suppression du risque d'incendie prescrite à l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement, n'est pas effective ;

que lors de cette visite du 14 mars 2017, l'exploitant n'a pas fourni à l'inspecteur de l'environnement le diagnostic environnemental prescrit à l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement ;

que cette visite d'inspection était annoncée par courriel du 10 janvier 2017 et réunion préparatoire du 1^{er} mars 2017 à l'unité départementale de Rouen-Dieppe de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;

que les manquements de l'exploitant constituent une infraction à la législation sur les installations classées ;

que l'échéancier global de déconstruction de l'UIOM soumis par courriel de l'exploitant du 29 mars 2017 propose des jalons que l'inspection n'estime pas assez ambitieux au regard

du retard pris pour la déconstruction de l'UIOM et l'effondrement des toitures lors de l'hiver 2017 ;

qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement de mettre en demeure la communauté d'agglomération de la région dieppoise de régulariser sa situation.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1 –

La communauté d'agglomération de la région dieppoise est mise en demeure de se conformer à l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement. Pour cela, elle :

- maintient des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- sous un mois :
 - évacue les produits dangereux, et les déchets présents sur le site ;
 - supprime les risques d'incendie et d'explosion ;
 - supprime tout risque de chute notamment dans l'ancienne fosse d'incinération des déchets ;
- sous trois mois, réalise un diagnostic de l'intérieur du bâtiment de l'UIOM et met notamment en évidence les zones du bâti nécessitant des précautions particulières de déconstruction du fait de la présence de plomb, amiante, voire de radioactivité. A cet égard, elle s'appuie sur le guide professionnel BRGM/RP-53375-FR d'octobre 2004 ;
- sous quatre mois, produit un rapport de diagnostic et surveillance des effets de l'installation sur son environnement. Elle présente un échéancier prévisionnel de déconstruction de l'UIOM étalé sur plusieurs années.

Article 2 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 -

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (: articles L.221-8 du Code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 du Code de justice administrative).

Article 4 -

Le présent arrêté est notifié à la communauté d'agglomération de la région dieppoise.


Copie en est adressée :

- au secrétaire général de la préfecture,
- au maire de DIEPPE,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ROUEN, le **19 JUIN 2017**

Pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général,



Yvan CORDIER